



COMMUNIQUE DE LA CDPA

Relatif aux mouvements des Etudiants et Elèves

En moins d'une semaine, notre pays a connu plusieurs manifestations dans différentes localités. Il y eu d'abord des revendications estudiantines à Kara et à Lomé autour des questions de bourses et de conditions d'études ; puis des agitations d'élèves à Sokodé, Tchamba, Sotouboua, Adjengré, Pya, Kéao et Lomé, exigeant l'amélioration des conditions de formation dans les collèges et lycées. A ces manifestations s'ajoute la grogne des enseignants du primaire qui menacent de déclencher une grève pour réclamer leurs droits.

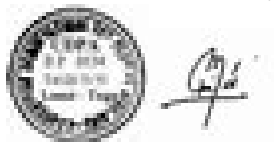
Pour la CDPA, ces mouvements traduisent au-delà d'une crise de notre système éducatif, un malaise politique et social profond. La CDPA déplore que la réponse du Gouvernement soit des réflexes inappropriés : répression, fermeture des universités de Kara et de Lomé, amplification de la militarisation de postes de préfet, renouvellement de promesses non tenues.

La CDPA rappelle au Gouvernement qu'une formation efficace et efficiente des ressources humaines est une richesse inaliénable d'un pays ; elle doit être, après la santé des populations, une priorité absolue. La CDPA exhorte donc le gouvernement à privilégier la concertation et le dialogue dans la recherche de solutions et surtout, à s'engager à mettre effectivement et sincèrement en œuvre les accords consensuels. Au-delà du règlement des problèmes urgents de l'heure qui nous éviterait une année blanche, le Gouvernement doit envisager la convocation des états généraux de l'éducation pour discuter avec tous les acteurs concernés, des voies et moyens pour une solution durable aux problèmes de notre système éducatif.

La CDPA réaffirme enfin sa conviction que la véritable réponse au malaise social passe nécessairement par l'avènement d'un régime authentiquement démocratique au Togo. En conséquence, plus que jamais, il est urgent que soient créées les conditions d'une alternance dans la sérénité qui ouvrirait la voie à la réconciliation entre les fils et filles de notre pays.

Fait à Lomé, le 14 décembre 2011

Pour la CDPA,
Le Secrétaire Général,



Prof. L. M. GNININVI